

Quand l'Algérie s'appelait El Djazaïr

Quel drôle de titre pour introduire une épopée historique s'étalant sur trois siècles concernant un même acteur : EIDjazaïr d'avant 1830 ou l'Algérie d'après 1831 (année de création de ce nom par les colons)

C'est à dessein, car le nœud du problème est là : **EIDjazaïr** déjà existé avant l'Algérie. Avant l'Algérie, notre peuple ne parlait ni n'écrivait en langue française ni notre pays ne s'appelait Algérie. Mais, au titre de la tolérance religieuse d'essence musulmane, il y avait des églises et des synagogues à **EIDjazaïr** avant qu'elle ne s'appelle désormais Algérie avec l'arrivée des colons dévastateurs en 1830. Il y a une exception cependant, et quelle exception ! : un de nos glorieux deys parlait le français, c'était le dey Hassan (1790-98), illustre seigneur et magnifique dey du royaume d'Alger, ancien allié et ami de la nation française (intitulé des correspondances françaises à son bon endroit auquel on a ajouté parfois Sidi Hassan). Etat et peuple algériens avant 1830 ? La colonisation française en Algérie n'a pas rencontré une opposition labile mais des batailles et guerres épisodiques qui ont duré près d'un siècle au total pour voir la France soumettre tout le territoire algérien (au rythme des cavaleries de l'époque). La raison en est qu'il y avait un peuple d'**EIDjazaïr** dont les résistants étaient qualifiés par la France coloniale de coupeurs de chemins, de bandits de grand chemin, de renégats, etc. jusqu'aux fellagas et terroristes de la glorieuse révolution de Novembre. C'était hier. Pour donner la preuve que l'Etat algérien a existé avant 1830, posons simplement la question de savoir pourquoi la France a eu dans cet « endroit de la Terre » de 1534 à 1830 pas moins de 96 commissaires et envoyés spéciaux de la cour de France et du directoire de la République (de De la Forest en 1534 à Duperré en 1830 en passant par Jérôme Bonaparte frère de Napoléon premier, en 1805).

Et pas moins de 61 consuls et vice-consuls de rang d'ambassadeurs plénipotentiaires et de rang de ministres conseillers (de Bartholle en 1564 à Pierre Deval en 1815-27). Où les Etats envoient-ils des consuls et des vice-consuls ? Certainement près d'autres Etats souverains. L'Etat des Algériens, ainsi appelé par des historiens de France, fondé par les frères Barberousse, qui n'étaient pas Turcs faut-il le rappeler, venus à **EIDjazaïr** à la demande express des dirigeants de son royaume de l'époque qui avait pour capitale Béjaïa, ne sont pas venus en conquérants (voir œuvres de Moulay Belhamissi sur la marine algérienne). Ce sont eux qui ont sollicité de Souleymane le magnifique, à leur tour devant la difficulté de la tâche, l'envoi de troupes de l'empire ottoman pour libérer **EIDjazaïr** de la domination espagnole dont on parle si peu (les Espagnols sont arrivés jusqu'à la mosquée Ezzitouna à Tunis où ils ont attaché leurs mulets depuis Marsat Ben M'Hidi). L'empire ottoman constituait l'Union des musulmans qui s'exprimait dans le cadre du Califat, le dernier de l'histoire de l'Islam. **EIDjazaïr** a eu à secourir l'empire ottoman et François 1er (et ses descendants) par la suite de nombreuses fois jusqu'à la date fatidique du 27/10/1827. Une autre question s'impose d'elle-

même : avec qui les Etats concluaient-ils des traités et accords de paix et de commerce si ce n'était avec d'autres Etats souverains ? Nous l'avons dit, la France, nonobstant les autres nations d'Europe et d'Amérique, a eu avec l'Algérie depuis le traité de Béjaïa, de la fin du douzième siècle à 1830 (remise d'Alger par Hussein) pas moins de 69 traités (70 avec les accords d'Evian en 1962) cités par des nationaux et auteurs étrangers dont : • 58 + 1 de Béjaïa cités par Duvoux et W. Spencer (historien américain) ; • + 1 traité de Châtellerauld de 1534 cité par Dufour ; • + 1 de 1662 cité par Plantet ; • + 9 cités par Carl Reftelius (historien suédois), Léon Galibert, La Pléiade et d'autres. Sur l'ensemble de ces traités et accords, il n'est fait référence qu'à **EIDjazaïr** comme Etat signataire et jamais à la Porte Sublime, l'Anatolie ou autre tiers Etat à quelque titre que ce soit. L'Algérie était souveraine pour tous ses actes de politique extérieure et même de déclaration de guerre. La langue originale des traités était souvent l'arabe. Quand la Porte Sublime pactisait des alliances anti-françaises, **EIDjazaïr** se tenait aux côtés de la France royale ensuite républicaine rien qu'en les refusant officiellement (**EIDjazaïr** a inauguré le crédit fournisseur sans intérêt pour la France pour qu'elle puisse acheter notre propre blé). Maintenant, est-ce qu'il serait intéressant de revoir les définitions historiques, sociologiques, juridiques et politiques des termes Etat, peuple et nation pour évaluer si **EIDjazaïr** fût un Etat et si ses habitants ont constitué un peuple et une nation, compte non tenu des correspondances officielles et des formulations de ces mêmes traités et accords qui parlent d'Etat, de peuple, de nation, de royaume, de ville, de puissance et de république d'Alger avant la révolution française de 1789 ?

De la nation

Par nation, il est entendu un groupe humain vivant sur un même territoire, lié par la conscience d'une histoire, d'une culture, de traditions et parfois d'une langue communes et formant une entité politique. Cette définition s'applique aussi bien à notre nation qu'aux autres nations formées tout au long de processus lourds et complexes y compris les nations française et américaine (cette dernière depuis cinq siècles seulement). Il faut toujours se replacer dans le contexte de l'époque historique à étudier pour avancer des jugements ou des analyses. Vous ne pouvez pas avec l'instrumentation moderne dénier le caractère de nation à un peuple pris dans son contexte historique avec son Etat et son territoire de l'époque et juger péremptoirement qu'il ne fut ni peuple ni Etat comme le faisaient les champions du colonialisme entre hommes politiques, historiens, philosophes et militaires, et ils étaient nombreux. Il est regrettable que des nationaux de notre époque le fassent aussi sans avancer aucun argumentaire sérieux pour dénier à **EIDjazaïr** un âge d'or. Des dictionnaires en donnent la définition suivante : « Un grand peuple habitant une même étendue de terre renfermée en certaines limites ou même sous une certaine domination. » L'encyclopédie (1765) n'est pas plus précise et s'attache au constat : « Une quantité considérable de peuples qui habitent une

certaine étendue de pays, renfermée dans certaines limites, qui obéit au même gouvernement. »

Ernest Renan met en avant les différents éléments constitutifs d'une nation : la race, la langue, la religion, la géographie. Mais il ajoute que le fondement d'une nation est essentiellement affectif et intellectuel : « Une nation est une âme, un principe spirituel [...], c'est l'aboutissement d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements ; avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent, avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà les questions essentielles pour être un peuple. » Des millions de familles algériennes ont toujours cette impression au plus profond de leur être existentiel hérité de leurs aïeux et ancêtres avant et après l'Islam. Pour Renan, la nation est le sentiment d'avoir un passé commun et un avenir à construire ensemble. Si ces éléments ne s'appliquent pas au grand peuple d'**EIDjazair**, à qui peuvent-ils s'appliquer alors ? Des Allemands comme Herder et Fichte définissent la nation comme un organisme, né de la géographie, mais plus encore d'une langue, de goûts et de caractères communs (Encyclopédie MS Encarta 2006). Ainsi, elle ne peut demeurer à travers l'histoire qu'en restant fidèle à sa propre culture. Chaque nation existe intrinsèquement et de façon irréductible, différente, indépendante d'un Etat qui la constituerait, marquant ainsi la prééminence de la société sur l'Etat, mais ouvrant aussi la voie à un particularisme propre à chaque nation (comprenez maintenant pourquoi les lois du colon reconduites en 62 sont inapplicables en Algérie restaurée et freinent son développement). Le souci prioritaire de conserver l'indépendance, de maintenir l'intégrité de la souveraineté et d'affirmer la grandeur d'un Etat-Nation (Raoul Girardet dans Qu'est ce qu'une nation) s'utilise également pour désigner les revendications d'un peuple assujetti, aspirant à l'indépendance comme le fut le nôtre durant la longue nuit coloniale.

De l'Etat

Quand à l'Etat, il est la forme d'institutionnalisation du pouvoir politique, autorité souveraine s'exerçant sur l'ensemble d'un peuple dans les limites d'un territoire déterminé. Le deylicat répond parfaitement à cette définition pendant trois siècles où il avait sa flotte, ses armées, sa police, ses institutions judiciaire et administrative, son système financier, fiscal et douanier, son organisation agricole, son protocole et ses sceaux d'Etat dont celui du dernier dey Hussein ont été rendus par Chirac en 2003. Dans les concepts de définition internationale de l'Etat, le deylicat trouve sa place car, vis-à-vis de l'extérieur, la forme étatique ne préjuge pas du régime politique qui y est pratiqué. On peut ainsi parler d'Etat démocratique, monarchique, tyrannique aussi bien que théocratique. L'Etat peut être plus ou moins démocratique, respectueux des individus, et son pouvoir plus ou moins accepté ou légitime. L'idée qu'à un Etat doit correspondre un groupe humain culturellement et ethniquement cohérent est née au XVIe

siècle : la nation. L'organisation du deylicat depuis le XVI^e siècle renseigne parfaitement sur cet état des choses : beys de Constantine, d'Oran, de Mascara, Médéa, Blida et autres cantons. En Grande-Bretagne ou en France sous la Révolution, la plupart des Etats actuels d'Afrique, d'Asie, d'Amérique et même d'Europe sont constitués de groupes humains multiples. Dans le même temps, le pouvoir politique s'est progressivement détaché de son origine divine, donnant naissance à des Etats sécularisés. Les contributions philosophiques de Jean Jacques Rousseau et de Friedrich Hegel sur ce sujet ont été d'une importance considérable. Max Weber a ensuite souligné la tendance à la rationalisation et à la bureaucratisation de l'Etat moderne. Durant le deylicat, (qualifié de monarchie élective par les historiens) ces attributs ont existé et les fonctions de l'Etat s'exerçaient en diwan (cabinet) élargi aux ministres concernés par l'ordre du jour.

Quand à la politique extérieure, elle s'opposait parfois de front avec celle de l'empire ottoman et les Algériens s'en foutaient royalement (voir à ce propos notre contribution dans El Watan des 4 et 5 mai 2004), l'Algérie ne fut pas une province turque). Sur le plan interne, le rôle de l'Etat consiste à fournir à la population un cadre juridique lui permettant de vivre et d'agir dans l'ordre et la sécurité. Des rapports historiques d'espions, de consuls et d'ambassadeurs repris par des historiens de renom relatent parfaitement ces traits de la vie quotidienne dans **EIDjazair** des deys. D'autre part, l'Etat assure la défense au moyen de l'armée, la justice au moyen des juridictions, et l'ordre intérieur au moyen de la police. Il dispose traditionnellement du privilège de battre la monnaie (le Sequin algérien était une devise forte valant 10 francs de l'époque). Le financement de ses interventions donne lieu au prélèvement de l'impôt (sans compter la zakat librement versée).

L'existence internationale de l'Etat résulte donc de l'apparition de ces trois éléments constitutifs (exigence du droit international public) : le territoire, la population et le gouvernement souverain. En réalité, pour devenir effective, cette existence doit être reconnue par d'autres Etats. C'est l'Etat d'**EIDjazair** qui a reconnu les USA et la France républicaine par des actes de gouvernement disponibles à la consultation publique (Condoleezza Rice, Obama aujourd'hui(1), Chirac hier, l'ont rappelé avec brio). L'Etat et la nation algériens modernes se sont affirmés progressivement avant, durant et après la colonisation, depuis au moins 3 millénaires. Et le premier et la seconde sont parfaitement achevés. Le nom d'**EIDjazair** nous appartient en propre au souvenir de Bologhine Ibnou Ziri à plus de mille ans. La France ne peut dire la même chose, son nom provient d'Allemagne, il n'y a aucune honte à cela, c'est tout simplement l'histoire qu'on ne peut manipuler.

Parmi les deys, il y a eu des Algériens autochtones à côté des deys d'origine turque comme en France, en Grande-Bretagne, en Amérique où des étrangers d'origine ont eu à diriger les

affaires de l'Etat (les familles royales régnantes d'Europe provenaient presque toutes d'Allemagne). Aujourd'hui Obama en est l'heureuse confirmation. Sarkozy aussi(2). William Spencer dans son livre Algiers : In the age of the corsairs a parlé d'**EIDjazair** en ces termes : « C'était une nation forte à l'intérieur, unie, studieuse et disciplinée. » Pour expliquer son incroyable force indomptable à l'extérieur (malgré les coalitions des puissances européennes) peu avant la destruction de sa flotte maritime, le 20 octobre 1827 à Navarin (sous l'effet d'une forte coalition russo-anglo-française et ruse de guerre) sans laquelle jamais la France ne se serait aventurée à organiser une expédition armée sur nos terres. Pour faire oublier ses dettes d'Etat et de nation soutenue par **EIDjazair** durant trois siècles malgré des escarmouches de temps à autre (blocus maritime, bombardement d'Alger) car le projet colonial datait en fait de 1270 (voir à ce sujet notre contribution dans El Watan du 16 mai 2004 intitulée Pourquoi l'Algérie a-t-elle été colonisée ?

Le trait particulier de l'Etat d'**EIDjazair** avant 1830, est qu'il n'a jamais pactisé dans une alliance guerrière contre un autre Etat faible ni agressé directement une autre nation souveraine. En fait, il faisait sien avant l'heure le principe de non ingérence dans les affaires des Etats et peuples étrangers comme il refusait à la Porte Sublime ses tentatives d'immixtion dans ses propres affaires. Par contre, il répondait favorablement aux demandes de secours émanant d'Etats en danger d'agression coalisée ou à l'empire ottoman dans des guerres de religion de l'époque. L'Etat d'aujourd'hui fait pareillement au titre d'un legs historique lourd et noble à la fois dans le cadre de la coexistence pacifique des nations. Des souhaits en conclusion L'Algérie d'aujourd'hui gagnerait à attribuer à titre posthume sa nationalité aux frères Barberousse et à tous ses deys « étrangers » qui ont contribué à sa grandeur légendaire. Elle devrait aussi, nous semble t-il, leur attribuer sa plus haute distinction honorifique d'Etat afin que nul n'oublie. La journée du 27 octobre 1827 devrait être consacrée journée de la Mémoire et de l'Histoire, commémorée chaque année afin d'enraciner l'histoire de notre nation. Il faut aussi que dans notre pays « les pierres parlent ». La Casbah en premier qui fut jadis et durant trois siècles le Washington d'aujourd'hui (toutes proportions gardées par ailleurs). On devrait se réapproprier notre nom, **EIDjazair**, et l'imposer dans toutes les langues et réhabiliter l'emblème qui a flotté sur son territoire (au titre du cérémonial officiel et rien qu'à ce titre, appareillé à l'emblème d'aujourd'hui si cher à notre cœur martyrisé).

Pour entamer la véritable œuvre de décolonisation qui reste à parachever et barrer la route à ceux d'entre-nous et d'entre les étrangers qui, comme Egretaud, Jaubert, Faure ou de Gaulle niaient l'existence d'**EIDjazair** comme Etat et comme peuple. Ils ont tort car notre **EIDjazair** chantée par notre poète national Moufdi Zakaria dans son Iliade **EIDjazair** n'avait rien à voir avec leur Algérie. Ils disent de leur Algérie colonisée qu'elle n'était ni Etat ni peuple (étrange pays aux 9/10e désertique, dixit De Gaulle). Ces derniers sont toujours en formation inachevée

comme l'a déclaré Maurice Thorez du Parti communiste français (11 février 1939 à Alger). Non messieurs, c'est la décolonisation qui reste à parachever : décolonisation de l'Etat bureaucratique reconduit dangereusement en 1962, source de nos malheurs et des surcoûts de l'inefficacité de gestion d'aujourd'hui, et décolonisation de l'histoire de notre Etat et de notre peuple avant et après l'arrivée de l'Islam. Au temps des Phéniciens, de Rome, des Vandales, Byzance, Carthage ou au temps des Rustumides, Zirides, Hammadites, Zianides, **EIDjazaïr**, sous ses différents noms d'époque, a toujours existé. De Tlemcen à El Kala les pierres et les remparts se tiennent debout comme témoins éternels. Nous ne sommes pas moins jaloux que les Ivoiriens qui ont exigé du monde entier d'écrire le nom de leur pays « Côte d'Ivoire » en arabe, en français et en anglais de façon à ce qu'il se prononce partout de la même manière. Et ils ont raison car en arabe, on les appelait « Sahl Al Adj » (traduction littéraire de leur nom). Aujourd'hui on les appelle « koute di voir » en arabe même. Tout à leur honneur africain que nous saluons, espérant voir nos décideurs emprunter leur audace.

Notes de renvoie :

(1) Discours du Caire 4/6/09 : « Une nation du Maghreb a reconnu mon pays ... ». Allusion à El Djazaïr où les USA avaient leur consul général, William Scheler, bien avant le traité d'amitié de 1795.

(2) M. Sarkozy déclare ne pas pouvoir demander pardon pour les fautes de ses ancêtres. En langage diplomatique, il a tout à fait raison : ses ancêtres n'étaient pas Français. Les Algériens ne s'adressent ni à Sarkozy ni à ses ancêtres. Ils interpellent la République et l'Etat français.

Sadek Berkane El Djazaïri – El Watan Edition du 21 juillet 2009